



Accord-cadre de travaux

Règlement de consultation

Pouvoir adjudicateur :

**Syndicat Mixte pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion de l'Eau – SMIAGE
MARALPIN**

**CADAM
147 bd du Mercantour
C.S. 23182
06204 NICE CEDEX 3**

Objet du marché :

<p>ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION VESUBIE PROGRAMME 2025-2029</p>
--

Direction Ingénierie Travaux

Établi en application du Code de la commande publique

La procédure utilisée est la suivante :

**Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles
R2124-2,1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique**

Date et heure de remise des offres : 01 août 2025 – 12h00

Table des matières

Article 2 – Etendue de la consultation	3
Article 3 – Définition des prestations	3
Article 4 – Découpage des prestations	4
Article 5 – Forme(s) du/des accord-cadre(s)	5
Article 6 – Estimation des commandes prévisibles	5
Article 7 – Durée de l'accord-cadre	5
Article 8 – Variantes	5
Article 9 – Délivrance du dossier de consultation des entreprises	5
Article 10 – Modifications majeures du dossier de consultation	5
Article 11 – Modifications mineures du dossier de consultation	6
Article 12 – Interdiction de soumissionner	6
Article 13 – Présentation de candidature conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique	6
Article 14 – Présentation de candidature sous forme de DUME conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique (candidature simplifiée)	7
Article 15 – Conditions de participation et moyens de preuve acceptables	8
Article 16 – Forme juridique des groupements	9
Article 17 – Restrictions liées à la présentation des candidatures	9
Article 18 – Critères d'attribution	10
Article 20 – Délai de validité des offres	13
Article 21 – Examen des offres	13
Article 22 – Cohérence de l'offre	14
Article 23 – Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats	14
Article 24 – Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres	14
Article 25 – Conditions d'envoi par transmission électronique	14
Article 26 – Signature des documents transmis par le candidat	15
Article 27 – Dispositions relatives à la copie de sauvegarde	15
Article 28 – Assistance aux candidats et échanges d'informations	16
Article 29 – Demande de renseignements	16
Article 30 – Délais et voies de recours	16
Article 31 – Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre	17

Article 1 – Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Acheteur :

SMIAGE
147 boulevard du Mercantour
CS 23182
06204 NICE

Courriel : b.merrien@smiage.fr

Adresse Internet: <https://www.smiage.fr/>

L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Considérations sociales :

Le SMIAGE, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique¹ en incluant dans le cahier des charges de ce marché public, une clause obligatoire d'insertion professionnelle.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'article 31 du CCAP précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, la métropole Nice Côte d'Azur pour le compte du SMIAGE porte un dispositif spécifique d'accompagnement et le met à disposition de ses partenaires. Ce dispositif est identifié à l'article 31 du CCAP.

Attention :

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera DECLAREE IRRÉGULIERE au motif du non-respect du cahier des charges

Article 2 – Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R2124-2,1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

La présente consultation est une consultation initiale.

Article 3 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION VESUBIE PROGRAMME 2025-2029

L'emplacement des travaux sera indiqué dans chaque bon de commande.

¹ Article L2112-2 du Code de la commande publique : « Les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution peuvent prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, à l'environnement, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. »

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 sur 31 décembre 1993).

Références à la nomenclature européenne (CPV) : :

- **45246100-4** - Construction de murs de rive
- **45246200-5** - Travaux de protection des berges
- **45246400-7** - Ouvrages de protection contre les inondations
- **45246410-0** - Entretien de digues
- **45247230-1** - Travaux de construction de digues
- **45252125-0** - Travaux d'enrochement
- **45262210-6** - Travaux de fondation

L'attention des candidats est attirée sur la mise en œuvre d'éléments à caractère environnemental dans les conditions d'exécution du marché, en application de l'article R.2111-10 du Code de la commande publique et de l'article 7 du CCAG Travaux.

Article 4 – Découpage des prestations

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique, il n'est pas prévu de découpage en lots.

D'une part, parce que le périmètre du présent accord-cadre constitue la relance stricto sensu d'un lot issu d'un accord-cadre alloti antérieur (accord-cadre n° 2021-0005), dont les autres lots ne nécessitent pas de relances.

D'autre part, parce que compte-tenu de la nature des ouvrages à réaliser (enrochement sur berges sur plusieurs kilomètres), la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile et/ou financièrement plus couteuse l'exécution des prestations.

Les prestations seront donc attribuées par marché unique.

Première période		Périodes suivantes	
Montant Minimum	Montant Maximum	Montant Minimum	Montant Maximum
Sans montant minimum	10 000 000,00 € HT	Sans montant minimum	10 000 000,00 € HT

Sont envisagées les opérations suivantes (non contractuel) :

« SECTEUR SAINT MARTIN VESUBIE » :

- Protection de berge Rive droite et rive gauche entre le pont Maissa et le pont de Venanson (exemple chantier 1) ;
- Réhausse des enrochement, libération de la section du lit et protection de la zone du futur stade de Saint Martin Vésubie (exemple chantier 2) ;
- Protection de berge du Vernet partie "aval" (zone de confluence) (exemple chantier 3) ;
- Vallon de la Loubonnière ;
- Plage de dépôt hydro sédimentaire.

Pour aider les entreprises à établir leur bordereau de prix et leur mémoire technique, les documents non contractuels suivant sont annexés à la consultation :

- Plans Chantier 1 : Carnet de profil en travers et vue en plan ;
- Porté à connaissance Chantier 2 ;
- Avant-Projet Chantier 3 ;
- Exemple élévation Rive droite et Rive gauche chantier 3 ;

Article 5 – Forme(s) du/des accord-cadre(s)

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, passé par un pouvoir adjudicateur avec montant maximum de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Article 6 – Estimation des commandes prévisibles

A titre indicatif et sans engagement contractuel de la part de l'acheteur, les opérateurs économiques sont informés que **les quantités indiquées dans le DDED constituent des estimations de commandes prévisibles au démarrage du marché avec notamment une forte concentration des besoins sur les 2 premières années d'exécution de l'accord-cadre.**

Article 7 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre a une durée initiale de 12 mois.

Il est renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période d'une année (12 mois). Le pouvoir adjudicateur pourra renoncer à la reconduction tacite par dénonciation expresse faite un mois avant l'échéance du contrat par l'envoi d'un préavis au titulaire du marché avec recommandé et accusé de réception.

La durée maximale de l'accord-cadre est de 48 mois.

Article 8 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. Toute modification qui serait apportée au CCAP, CCTP et/ou BPU entraîneront un rejet de l'offre (offre irrégulière).

Article 9 – Délivrance du dossier de consultation des entreprises

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : <https://www.marches-securises.fr/>

Le DCE est composé des documents suivants :

- Règlement de Consultation ;
- Acte d'engagement ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Devis Descriptif et Estimatif Détaillé (DDED) ;
- Les dossiers techniques des opérations envisagées (non contractuel) ;
- Le tableau donnant la répartition des travaux entre les membres du groupement et les certificats de qualification associés.

Article 10 – Modifications majeures du dossier de consultation

Conformément à l'article R2151-4.2° du code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 15 jour franc entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

Article 11 – Modifications mineures du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 12 – Interdiction de soumissionner

L'acheteur, en vertu des articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, peut exclure les candidatures se trouvant dans les situations qui y sont décrites, en particulier dans les cas qui suivent, sous réserve que dans un délai de 2 jours à compter de la réception d'un courrier l'y invitant, le candidat démontre qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements qui lui sont reprochés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

L'acheteur exclut les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur.

L'acheteur exclut les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

L'acheteur exclut les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

Article 13 – Présentation de candidature conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les documents justificatifs et moyens de preuves fournis par le candidat mais rédigés en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- **Une lettre de candidature établie sur un formulaire DC1** à jour entièrement complété, ou établie sur papier libre, précisant :
 - le nom et l'adresse du candidat ;
 - si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et du mandataire et répartition des prestations en cas de groupement conjoint ;
 - Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle

au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- **Une déclaration du candidat établie sur un formulaire DC2 à jour entièrement complété, précisant les renseignements demandés à l'article 15** - Conditions de participation et moyens de preuve acceptables ou les documents établissant ses capacités, tels que demandés à ce même article.

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Article 14 – Présentation de candidature sous forme de DUME conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique (candidature simplifiée)

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

DUME électronique :

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées.

L'acheteur met à disposition des candidats un DUME "Acheteur", c'est à dire que la première partie concernant les informations relatives à la procédure ont été préremplies par l'acheteur ainsi que la partie IV concernant les critères de sélection applicables à la passation du marché.

Les informations requises au titre de la partie I seront automatiquement récupérées par le candidat, pour autant que le service DUME électronique cité ci-dessous soit utilisé par l'opérateur économique pour générer et remplir le DUME. Dans le cas contraire, ces informations doivent être introduites par le candidat.

Le DUME Acheteur est disponible sur le profil d'acheteur de la consultation.

Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature optée par l'opérateur économique :

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que l'acheteur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernées et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Exigences relatives au DUME propres à la consultation :

Les opérateurs économiques renseigneront la partie II D du DUME indiquant s'ils ont l'intention de sous-traiter une part du marché à des tiers.

Les opérateurs économiques renseigneront la partie II A et B et la partie III du DUME pour chacun des sous-traitants concernés.

Article 15 – Conditions de participation et moyens de preuve acceptables

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

- **Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans :**
 - Chiffre d'affaires général et annuel minimum exigé :
 - 4 000 000.00 € HT
- **Preuve d'une assurance des risques professionnels avec Indication concernant le montant couvert par l'assurance ;**
- **Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et le nombre de cadres pendant les trois dernières années ;**
- **une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution de l'accord-cadre ;**
- **Liste des principaux travaux exécutés au cours des cinq dernières années appuyées d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution, et s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;**
- **Certificats de qualifications professionnelles, et tout moyen de preuve équivalent :**
 - FNTF 143 : Depuis la berge
 - ✓ 1431 Battage
Ouvrages réalisés depuis la berge, permettant la mise en œuvre de tous profils de palplanches et de pieux nécessitant des moyens au sol appropriés.
 - ✓ 1432 Enrochement
Pose de blocs ou d'éléments de protection par engin de levage depuis la berge quel que soit le mode de transport de ces enrochements par moyens terrestres.
 - FNTF 231 Travaux de terrassement en grande masse
 - ✓ 2313 Autres opérations de terrassement en grande masse de technicité moyenne
ou A titre indicatif : références de terrassement en grande masse, correspondant à une opération > 40 000m³ :
 - plateformes,
 - fouilles de bâtiment et d'ouvrage de génie civil,
 - bassins d'orage,
 - centres d'enfouissement technique,
 - aménagements de routes,
 - aménagements divers et sportifs.
 - FNTF 237 : Protection et fixation des sols contre l'érosion

Par enrochement de protection de talus, de berges, etc.

- FNTF 242 : Micropieux
- ✓ 2421 : Micropieux à injection répétitive et sélective
Injection au travers d'un tube à manchettes, de tubes post injection ou d'un tube équipé de valves spéciales, en plusieurs passes et plusieurs phases.
- ✓ 2422 : Autres types de micropieux

- FNTF 243 : Autres types de pieux et de fondations
- Y compris pieux battus.

- FNTF 331 : Assise de chaussée

- FNTF 253 : Autres types de soutènements

Berlinoises, pieux sécants, parois armées au coulis, parois clouées, caissons havés, puits d'accès.

✓ 2531 Hauteur > 6m

En l'absence d'une ou plusieurs qualifications, l'équivalence des qualifications pourra être apportée par tout moyen.

En application de l'article R.2143-12 du Code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

En cas de sous-traitance présentée, le candidat devra formaliser *a minima* son lien contractuel avec chaque sous-traitant présenté en remplissant le formulaire DC4 ou l'annexe à l'AE et fournir les renseignements suivants :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles R.2143-6 et R.2193-1 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, l'acheteur public se réserve la possibilité de réclamer aux candidats dont les pièces ou informations relevant de la candidature, sont absentes ou incomplètes, de fournir les justificatifs manquants ou incomplets dans un délai approprié et identique pour tous, à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

Article 16 – Forme juridique des groupements

Dans le cas d'une candidature et d'une offre présentées par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

L'acheteur n'exige pas que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution de l'accord-cadre.

Il sera exigé du mandataire d'un groupement conjoint qu'il soit solidaire de chacun des membres de ce groupement.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Article 17 – Restrictions liées à la présentation des candidatures

La même entreprise ne peut pas présenter pour l'accord-cadre plusieurs candidatures, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Article 18 – Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés notés sur 10 et énoncés ci-dessous :

- **Critère Prix des prestations pondéré à 60 % ;**
- **Critère Valeur technique et environnementale pondéré à 40 %.**

Le coefficient affecté à chaque critère ainsi que la note maximale sont précisés dans les paragraphes suivants.

La note finale sera donc la suivante :

$$Note\ finale_{LOT\ N^{\circ}n} = Note_{tech} + Note_{prix}$$

avec coefficient(s) de pondération appliqué(s) si nécessaire.

1. Critère Prix des prestations pondéré à 60 %

Le prix sera noté à partir du montant indiqué au DDED ce montant correspondra au montant total du cumul des chantiers type.

NB : Dans le fichier DDED au format .xlsx, seule la colonne « prix unitaire » du 1^{er} onglet sera à renseigner. Un calcul automatique complètera les autres onglets.

Obligatoire : Le DDED sera à remettre au format .xlsx non modifié.

Le classement sera établi du moins disant au plus disant. Le moins disant se verra attribuer la note maximale de 10. Les autres candidats seront ensuite notés en fonction des écarts de prix constatés entre leur offre et celle du moins disant.

La notation du critère sera effectuée suivant la formule suivante :

Formule inversement proportionnelle, soit :

$$Note\ prix = (\text{montant HT le moins élevé}) / (\text{montant HT proposé pour cette offre}) * note\ maxi$$

$$Note\ prix\ pondérée = Note\ prix \times 0.6$$

2. Critère Valeur technique et environnementale pondéré à 40 %

La valeur technique et environnementale sera évaluée sur une note maximale de 100 points ramenée ensuite sur 10 points.

La valeur technique et environnementale est jugée exclusivement sur la base du corps du mémoire technique qui doit être exclusivement dédié au marché.

Les annexes ne seront pas analysées.

Le mémoire devra être parfaitement conforme avec le RC et respecter les chronologies des chapitres ci-après.

De plus, l'ensemble des sous-critère seront appréciés en attribuant une pondération variant de 0 à 1, selon qu'ils soient absents, insuffisants, acceptables, corrects ou élevés. La note obtenue pour chaque sous-critère résulte de la multiplication de la valeur maximale de la note du sous-critère évalué par la pondération appréciée comme suit :

Appréciation des éléments		Pondération
Élevé	Document très complet et très détaillé sur l'ensemble du critère, qui apporte des éléments convaincants sur la bonne appréhension des difficultés et leur résolution et une parfaite prise en compte des exigences	1.00
Correct	Document complet et couvrant presque complètement les divers éléments du critère qui apporte des éléments convaincants sur l'appréhension des principales difficultés et leur résolution et une prise en compte des exigences ; des précisions devront cependant être fournies pendant la période de préparation.	0.75
Acceptable	Document montrant une analyse sérieuse du critère mais n'apportant pas de réponses pleinement convaincantes sur quelques points importants ; des compléments devront être fournis pendant la période de préparation	0.50
Insuffisant	Document banal montrant une analyse superficielle du dossier, se limitant à reprendre des documents types ; des compléments très importants devront être fournis pendant la période de préparation.	0.25
Absence de document ou document inexploitable	Absence d'information ou information hors sujet	0.00

Sous-critère 1 – Organisation et Moyens mobilisables en phase Etudes d'Exécutions – 25 points

Après une brève description du candidat et/ou du groupement.

Le candidat présentera son organisation et les moyens dont il dispose pour réaliser les études d'exécutions en faisant figurer notamment :

- L'organigramme de direction de chantier en phase "préparation" ;
- Les moyens humain et matériel de la cellule topo affrétée sans plus-value au marché ;
- Les moyens humain et matériel de la cellule étude géotechnique (G3) affrétée sans plus-value au marché (sont attendues des études de stabilités incluant des composantes hydrodynamiques) ;
- Les moyens humain et matériel pour les études bétons armés affrétés sans plus-value au marché ;
- Les moyens humain et matériel pour les études générales "ingénieurs méthodes" sans plus-value au marché ;
- Toutes sujétions complémentaires permettant de juger le candidat sur sa valeur ajoutée.

Le candidat précisera si les prestations sont réalisées en interne ou sont sous traitées. Dans le cas de prestations sous traitées **seules les prestations des sous-traitants déclarés seront présent en compte et analysées**. Il est rappelé que conformément aux dispositions du Code de la commande publique, la présentation des sous-traitants doit intervenir lors du dépôt des candidatures dès lors que le candidat entend se prévaloir des capacités desdits sous-traitants dans le cadre de sa candidature.

Toutes formulations/indications/présentations/prestations sans rapport avec le CCTP et le BPU de l'accord-cadre pénaliseront fortement la notation du critère.

Les généralités surchargeant le mémoire, non applicables au CCTP et au BPU pénaliseront fortement la notation du critère.

➤ Sous-critère 2 – Organisation et moyens mobilisable pour le suivi d'Exécution - 25 points

Le candidat présentera son organisation et les moyens (humains et matériels) dont il dispose pour le suivi de l'exécution de ses travaux en faisant figurer notamment :

- L'organigramme de direction de chantier en phase "exécution" ;
- Les moyens humain et matériel de la cellule topo affrétée au suivi hebdomadaire des cubatures sans plus-value au marché ;

- Les moyens humain et matériel de la cellule étude géotechnique (G3) affrétée sans plus-value au marché ;
- Les moyens humain et matériel pour le suivi environnemental (y compris le contrôle des décanteurs en phase sensible) affrétés sans plus-value au marché ;
- Les moyens humain et matériel pour le suivi et le contrôle qualité (essais interne et externes) des chantiers affrétés sans plus-value au marché ;
- Toutes sujétions complémentaires permettant de juger le candidat sur sa valeur ajoutée.

Le candidat précisera si les prestations sont réalisées en interne ou sont sous traitées. Dans le cas de prestations sous traitées **seules les prestations des sous-traitants déclarés seront analysées.**

Toutes formulations/indications/présentations/prestations sans rapport avec le CCTP et le BPU du marché pénaliseront fortement la notation du critère.

Toutes généralités non applicables au CCTP et au BPU pénaliseront fortement la notation du critère.

➤ **Sous-critère 3 – Organisation et moyens mobilisable pour la réalisation des travaux - 35 points**

Le candidat présentera son organisation et les moyens (humains et matériels) dont il dispose pour l'exécution de ses travaux en faisant figurer notamment les moyens humains et matériels.

- affrétés aux travaux de préparations de chantier (poste n°03 du BPU) ;
- affrétés aux travaux de terrassements (poste n°04 du BPU) ;
- affrétés aux travaux de démolition (poste n°05 du BPU) ;
- affrétés aux travaux d'enrochement hydraulique (poste n°06 du BPU) ;
- affrétés aux travaux de bétonnage et maçonnerie (poste n°07 du BPU).
- affrétés aux travaux difficiles d'accès nécessitant pelle araignée et hélicoptage ;
- affrétés aux travaux géotechnique (poste 10 du BPU).

Le candidat pourra compléter le sous-critère avec toutes les sujétions complémentaires permettant de juger le candidat sur sa valeur ajoutée.

Le candidat précisera si les prestations sont réalisées en interne ou sont sous traitées. Dans le cas de prestations sous traitées **seules les prestations des sous-traitants déclarés seront analysées.**

Toutes formulations/indications/présentations/prestations sans rapport avec le CCTP et le BPU du marché pénaliseront fortement la notation du critère.

Toutes généralités non applicables au CCTP et au BPU pénaliseront fortement la notation du critère.

➤ **Sous-critère 4 – Critère environnemental et développement durable 15 points**

Le candidat présentera les démarches environnementales et de développement durable dans lesquelles l'entreprise s'est engagée (labélisation, certification, RSE, etc.) et qui seront mises en œuvre dans le cadre de la réalisation des prestations objet de l'accord-cadre.

Le recyclage des matériaux est une condition d'exécution de l'accord-cadre, il ne sera pas pris en compte dans la notation.

Le critère sera noté sur la pertinence et la valeur environnementale apportée par l'entreprise au marché.

Note valeur technique et environnementale pondérée = (SC1 + SC2 + SC3 + SC4) x 0.4

3. Notation finale et classement

Chaque candidat se verra attribuer une note finale. Celle-ci sera calculée de la façon suivante :

Note Valeur technique et environnementale pondérée + note Prix pondérée = note finale du candidat

Le classement final des entreprises s'effectue selon l'ordre décroissant des notes.

Article 19 – Contenu des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- **Un acte d'engagement** et ses éventuelles annexes, complété, daté par le candidat. Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en euros.
- **Le bordereau des prix unitaires (BPU)** : tous les postes doivent être obligatoirement chiffrés.
 - **Un devis descriptif et estimatif détaillé (DDED)** : Le candidat fournira un DDED (format .xlsx et .pdf). Tous les postes doivent être obligatoires chiffrés et calculés (non contractuel).
- **Le tableau donnant la répartition des travaux entre les membres du groupement et les certificats de qualification associés ;**
- **Un mémoire technique**, justifiant des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché.

Le mémoire technique devra respecter la chronologie des sous-critères énoncées pour la notation du critère technique.

Si les documents ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 20 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 150 jours.

Article 21 – Examen des offres

Avant tout classement des offres, celles-ci sont examinées en termes de conformité. Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées sans être classées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Article 22 – Cohérence de l'offre

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre (DDED, etc.) dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 23 – Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats

Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures et des offres liés à la présente consultation sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation. Les candidats devront à ce titre communiquer un ou des adresses e-mail en cours de validité et régulièrement relevées pendant toutes la durée de la consultation et la durée de validité de l'accord-cadre en cas d'attribution.

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre.

Article 24 – Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Les candidatures ou offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des candidatures ou offres sera ouverte.

Les candidatures ou offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- **Par transmission électronique**
- La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée.
- L'envoi par voie postale n'est pas autorisé.
- La remise contre récépissé n'est pas autorisée.

Les candidats peuvent, soit présenter un seul exemplaire des documents relatifs à leur candidature et les éléments relatifs à leurs offres.

Article 25 – Conditions d'envoi par transmission électronique

Les candidats présenteront leur réponse au moyen de fichiers comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur suivant : <https://www.marches-securises.fr/>

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui qui est indiqué sur le site du profil d'acheteur.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

Prescriptions relatives aux fichiers informatiques :

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par l'acheteur sont les suivants : ".docx", ".xlsx", ".pptx", ".zip", ".pdf".

La taille maximum acceptée des fichiers est la suivante : Afin de permettre une dématérialisation optimale tant lors du dépôt du pli (côté opérateur économique) que du décachetage et de la télétransmission en préfecture au titre du contrôle de légalité (côté acheteur), il est préconisé de ne pas alourdir les documents. Aussi est-il recommandé de ne pas dépasser le poids de 150 Mégaoctets (Mo) par enveloppe, candidature(s), offre(s) et signature(s) comprises.

Règles de nommage des fichiers dans le cadre de la réponse du candidat :

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter *a minima* la dénomination commerciale abrégée du candidat. La dénomination des documents de votre candidature et de votre offre est importante : elle doit être la plus simple possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir.

Article 26 – Signature des documents transmis par le candidat

Il est exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé électroniquement dès le stade de la réception des offres. L'absence de signature électronique entraîne l'irrégularité de l'offre.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). Ce document d'habilitation, transmis électroniquement à l'acheteur, est signé par les autres membres du groupement. Cette signature peut être électronique. Elle peut aussi être manuscrite et le document d'habilitation scanné, dans ce cas l'original pourra être exigé par l'acheteur en cas d'attribution.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique. Si la copie de sauvegarde est présentée au moyen d'un support papier, la signature est manuscrite. Si le support est de nature électronique, la signature est électronique.

Article 27 – Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

Candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde sous forme de support physique électronique ou sous forme papier.

Formats autorisés en matière de support physique électronique : CD-Rom, DVD-ROM, clé USB.

Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde :

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure.

Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent : lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure.

Article 28 – Assistance aux candidats et échanges d'informations

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre, l'éventuelle demande de régularisation ou les négociations et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérées par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

Article 29 – Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des plis.

Article 30 – Délais et voies de recours

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Nice

18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 NICE CEDEX 1

Téléphone : 04 89 97 86 00

Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr

Télécopie : 04 89 97 86 02

Site internet : nice.tribunal-administratif.fr

Article 31 – Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre

L'acheteur accepte comme preuve suffisante que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, les documents justificatifs suivants :

- Le numéro unique d'identification de l'entreprise (SIREN ou SIRET) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, si l'entreprise est étrangère, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-3 du Code de la Commande Publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1, L.2141-4 et L.2141-5 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les pièces prévues aux articles L2312-27, R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire de l'accord-cadre dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception de la demande émise par l'acheteur.

Cependant, ces pièces n'ont pas à être remises si le candidat a fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation gratuite et en ligne par l'acheteur de ces mêmes pièces justificatives.